

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

programme confirme que le gouvernement se soustrait à ses engagements et à ses responsabilités envers les Canadiens.

J'ai du mal à comprendre pourquoi le gouvernement a décidé de traiter les préoccupations sociales de notre société avec tant de mépris. Il me sera aussi difficile d'expliquer au parent de Leamington ou de Tilbury qui élève seul ses enfants, au retraité de Blenheim ou aux démunis de ma circonscription pourquoi le gouvernement n'a pas cherché de solution aux problèmes des programmes sociaux mais en a fait plutôt les causes de son déficit.

• (1650)

Ma circonscription, Essex—Kent, à caractère tant rural qu'urbain, est une magnifique partie de la très belle région de l'ouest de l'Ontario qui s'étend sur le bord du lac Érié. C'est une circonscription où le Budget des dépenses proposé aura des effets désastreux. Les coupes sombres effectuées dans les programmes agricoles imposeront un fardeau encore plus lourd aux agriculteurs déjà si éprouvés.

Le ministre de l'Agriculture pourrait-il expliquer aux agriculteurs du canton de Gosfield—Sud que la ristourne sur la taxe d'accise sur l'essence diminuera de moitié cette année, pour disparaître complètement l'an prochain? Ou pourrait-il expliquer aux agriculteurs du canton de Harwich qu'ils devront payer davantage pour une assurance-récolte à ce point dépassée qu'ils ont dû réclamer une aide à cause de la sécheresse, aide qui, d'ailleurs, ne leur a pas encore été versée?

Comment pouvons-nous annoncer à l'agriculteur du canton de Mersea que tout a monté, ses frais de financement, ses impôts, ses frais de fonctionnement, son assurance-récolte, alors que toute sa méthode de production a changé et qu'on lui a imposé le contexte d'un accord de libre-échange? Comment le gouvernement peut-il retirer ces programmes agricoles et ne rien offrir en retour?

Les compressions effectuées représentent quelque 332 millions de dollars sur les deux prochaines années. Les agriculteurs d'Essex—Kent et de partout au Canada méritent un meilleur sort que celui qui leur est réservé par le gouvernement. Une réduction de 332 millions de dollars, c'est toute une somme.

Comment le gouvernement a-t-il l'intention de résoudre son problème de déficit? À la suggestion que les taux d'intérêt élevés découragent les investissements du secteur privé et augmentent considérablement le coût du service de la dette du gouvernement, le gouverneur de la Banque du Canada, M. Crow, a répondu que la Banque

du Canada n'établirait pas son taux d'intérêt dans le but d'aider le gouvernement à financer sa dette. Pourtant, le taux actuel de 12 p. 100 coûte au gouvernement 5 milliards de plus en frais d'intérêt.

La dette publique continuera de croître. Malgré les réductions draconiennes dans les programmes et les augmentations d'impôts, la dette, qui est de 321 milliards aujourd'hui, atteindra 352 milliards l'an prochain et 380 milliards dans deux ans.

Le déficit annuel est toujours aussi important et la dette continue de croître. Le déficit est actuellement évalué à 28,9 milliards et il atteindra 30,5 milliards durant l'exercice en cours.

Dans mon entrée en matière, j'ai indiqué que le Budget des dépenses minait notre économie et qu'il ne répondait pas à nos problèmes financiers et sociaux. Je dis cela en songeant à l'effet qu'aura le Budget des dépenses sur tous les Canadiens.

La tentative du gouvernement de réduire le déficit de cette façon compromet l'universalité de nos programmes sociaux. En essayant de corriger ses erreurs de gestion financière, le gouvernement s'en est pris à ces programmes et n'a rien fait pour élaborer une politique financière et régler le véritable problème.

En quatre ans de gouvernement conservateur, les familles canadiennes ordinaires ont vu leurs impôts augmenter de plus de 2 000\$ par année, alors que les services ont diminué. Durant la même période, la dette publique a grimpé à 321 milliards et croîtra encore de 31 milliards cette année. À la fin de la présente année financière, après seulement cinq ans d'administration conservatrice, la dette publique aura accompli un bond de 153 milliards de dollars.

Les députés d'en face n'oseront plus, c'est certain, blâmer les gouvernements qui les ont précédés pour cela. La population canadienne n'accepterait plus une telle justification.

Depuis 1984, le gouvernement a imposé à chaque homme, femme et enfant de la circonscription d'Essex—Kent et du reste du Canada une dette publique de 6 000\$. La famille moyenne de quatre personnes a donc vu augmenter sa part de la dette publique de 24 000\$ depuis 1984. La famille canadienne moyenne de quatre doit consacrer un dollar de son salaire horaire au paiement des nouvelles taxes. Cela représente 2 000\$ de plus en taxe chaque année pour la famille de quatre.

Au lieu de réformer sa propre politique financière, le gouvernement a choisi de s'en prendre aux programmes sociaux, à l'agriculture et au programme de péréquation.